

Autorité  
de la concurrence



**Décision n° 19-DCC-212 du 18 novembre 2019  
relative à la prise de contrôle exclusif de certaines sociétés du groupe  
Valeur et Capital par la société Montefiore Investment**

L'Autorité de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé complet au service des concentrations le 18 octobre 2019, relatif à la prise de contrôle exclusif de certaines sociétés du groupe Valeur et Capital par la société Montefiore Investment, formalisée par un protocole de cession et d'apport en date du 19 septembre 2019 ;

Vu le livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence, et notamment ses articles L. 430-1 à L. 430-7 ;

Adopte la décision suivante :

1. L'opération notifiée consiste en la prise de contrôle exclusif de certaines sociétés du groupe Valeur et Capital par la société Montefiore Investment. Elle constitue une concentration au sens de l'article L. 430-1 du code de commerce. Compte tenu des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises concernées, l'opération ne relève pas de la compétence de l'Union européenne. En revanche, les seuils de contrôle mentionnés au I de l'article L. 430-2 du code de commerce sont franchis. La présente opération est donc soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants du code de commerce relatifs à la concentration économique.
2. Les marchés concernés par l'opération sont ceux des services immobiliers, des services bancaires et de la distribution de produits d'assurance, lesquels sont définis de manière constante par la pratique décisionnelle des autorités de la concurrence.
3. Quelles que soient les segmentations retenues, les parts de marché cumulées des parties sont inférieures à 25 %.
4. Compte tenu des éléments du dossier et au vu notamment du point 384 des lignes directrices de l'Autorité de la concurrence relatives au contrôle des concentrations, l'opération n'est pas de nature à porter atteinte à la concurrence.

## **DÉCIDE**

**Article unique** : L'opération notifiée sous le numéro 19-252 est autorisée.

La présidente,

Isabelle de Silva

---

© Autorité de la concurrence